

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1994 Nr. 160

A. TITEL

*Verdrag betreffende het internationale spoorwegvervoer (COTIF),
met Protocol en Bijlagen;
Bern, 9 mei 1980*

B. TEKST

De tekst van het Verdrag is geplaatst in *Trb.* 1980, 160. Zie ook *Trb.* 1981, 211.

Voor de ondertekeningen zie *Trb.* 1980, 160 en *Trb.* 1981, 211.

C. VERTALING

Zie *Trb.* 1981, 211.

D. PARLEMENT

Zie *Trb.* 1985, 12.

E. BEKRACHTIGING

Zie *Trb.* 1985, 12¹⁾, *Trb.* 1986, 66, *Trb.* 1987, 192 en *Trb.* 1993, 15.

¹⁾ Op 17 mei 1993 heeft Bulgarije de bij de bekrachtiging gemaakte voorbehouden met betrekking tot de artikelen 3, eerste paragraaf, en 12, eerste paragraaf, van het Verdrag ingetrokken.

F. TOETREDING

Zie *Trb.* 1985, 12, *Trb.* 1991, 6 en *Trb.* 1993, 15.

Behalve de aldaar genoemde hebben nog de volgende Staten in overeenstemming met artikel 23, eerste lid, van het Verdrag een akte van toetreding bij de Zwitserse Regering nedergelegd:

Slovenië 15 december 1992

de Tsjechische Republiek. 13 december 1993

G. INWERKINGTREDING

Zie *Trb.* 1985,12, *Trb.* 1991, 6 en *Trb.* 1993, 15.

Het Verdrag is ingevolge artikel 23, tweede lid, laatste alinea, voor Slovenië op 1 februari 1993 en voor de Tsjechische Republiek op 1 februari 1994 in werking getreden.

J. GEGEVENS

Zie *Trb.* 1980, 160, *Trb.* 1981, 211, *Trb.* 1985, 12, *Trb.* 1986, 66, *Trb.* 1987, 192, *Trb.* 1989, 176, *Trb.* 1991, 6 en *Trb.* 1993, 15.

Tijdens een van 22 tot en met 26 november 1993 te Bern bijeengekomen ad hoc commissie is de tekst aangenomen van bijkomende bepalingen bij de CIV en de CIM teneinde deze twee bijlagen bij het onderhavige Verdrag op één lijn te brengen met EG richtlijn 91/440.

De Franse tekst van de bijkomende bepalingen luidt als volgt:

Dispositions complémentaires interprétant les règles uniformes concernant le contrat de transport international ferroviaire des voyageurs et des bagages (CIV), appendice A à la COTIF, en cas de séparation de la gestion de l'infrastructure ferroviaire et de l'exploitation des services de transport des entreprises ferroviaires

Considérant que la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF) du 9 mai 1980 repose sur le principe que les chemins de fer sont à la fois les gestionnaires de leur infrastructure et les exploitants des services de transport ferroviaire, mais que certains Etats sont engagés dans un processus de séparation de ces deux activités,

Considérant que l'unicité du droit réalisé par la COTIF constitue aussi bien pour les usagers que pour les transporteurs un élément de sécurité juridique important qui facilite les transports ferroviaires internationaux directs en Europe et au-delà,

Considérant qu'il est donc souhaitable que les transports internationaux ferroviaires continuent à être soumis à la COTIF,

Considérant que la COTIF ne présuppose pas que plus d'une entreprise ferroviaire exécute un transport international ferroviaire en tant que partenaire contractuel du client,

Conscients cependant qu'en pareil cas certaines dispositions de la CIV peuvent être sans objet, dans la mesure où elles partent de l'idée que plusieurs chemins de fer participent successivement en tant que transporteurs à l'exécution d'un transport international régi par un contrat unique,

Conscients qu'une révision de la COTIF est nécessaire et urgente mais qu'elle exige d'importants travaux, les représentants des Etats membres

de l'OTIF, réunis du 22 au 26 novembre 1993 à Berne, ont élaboré, en vertu de l'article 7 de la CIV, les dispositions complémentaires suivantes et recommandent aux Etats membres de les mettre en vigueur le 1er janvier 1995:

1. Lors de l'inscription des lignes ferroviaires au sens de l'article 2, § 1, de la COTIF, il suffit que l'organisme qui gère l'infrastructure soit inscrit sur la liste des lignes CIV.

2. Il n'y a «exploitation» au sens de l'article 2, §§ 1 et 2, de la CIV que lorsque «le chemin de fer» en cause est à la fois le gestionnaire de l'infrastructure et l'exploitant des services de transport ferroviaire.

3. A l'exception de l'article 2 de la CIV, on entend par «chemin de fer» ou par «celui qui, d'après la liste des lignes prévue aux articles 3 et 10 de la Convention, exploite la ligne» (article 26, § 4, de la CIV), l'exploitant des services de transport ferroviaire sur des lignes CIV.

4. Tant que dans un transport international ferroviaire un seul exploitant des services de transport ferroviaire intervient, les autorisations accordées par la CIV d'adopter des réglementations dérogatoires, soit dans les tarifs, soit conventionnellement, doivent être comprises en ce sens que cet exploitant des services de transport ferroviaire peut passer les accords contractuels correspondants, notamment dans le cadre des articles 5, § 3, 17, § 2, 19, § 4 et 25, § 2, de la CIV.

5. Les présentes dispositions complémentaires sont mises en vigueur et publiées selon la forme prévue par les lois et règlements de chaque Etat membre. Les dispositions complémentaires et leur mise en vigueur sont communiquées à l'Office central qui en donne immédiatement connaissance à tous les autres Etats membres.

Dispositions complémentaires interprétant les règles uniformes concernant le contrat de transport international ferroviaire des marchandises (CIM), appendice B à la COTIF, en cas de séparation de la gestion de l'infrastructure ferroviaire et de l'exploitation des services de transport des entreprises ferroviaires

Considérant que la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF) du 9 mai 1980 repose sur le principe que les chemins de fer sont à la fois les gestionnaires de leur infrastructure et les exploitants des services de transport ferroviaire, mais que certains Etats sont engagés dans un processus de séparation de ces deux activités,

Considérant que l'unicité du droit réalisé par la COTIF constitue aussi bien pour les usagers que pour les transporteurs un élément de sécurité juridique important qui facilite les transports ferroviaires internationaux directs en Europe et au-delà,

Considérant qu'il est donc souhaitable que les transports internationaux ferroviaires continuent à être soumis à la COTIF,

Considérant que la COTIF ne présuppose pas que plus d'une entreprise ferroviaire exécute un transport international ferroviaire en tant que partenaire contractuel du client,

Conscients cependant qu'en pareil cas certaines dispositions de la CIM peuvent être sans objet, dans la mesure où elles partent de l'idée que plusieurs chemins de fer participent successivement en tant que transporteurs à l'exécution d'un transport international régi par un contrat unique,

Conscients qu'une révision de la COTIF est nécessaire et urgente mais qu'elle exige d'importants travaux, les représentants des Etats membres de l'OTIF, réunis du 22 au 26 novembre 1993 à Berne, ont élaboré, en vertu de l'article 9 de la CIM, les dispositions complémentaires suivantes et recommandent aux Etats membres de les mettre en vigueur le 1er janvier 1995:

1. Lors de l'inscription des lignes ferroviaires au sens de l'article 2, § 1, de la COTIF, il suffit que l'organisme qui gère l'infrastructure soit inscrit sur la liste des lignes CIM.

2. Il n'y a «exploitation» au sens de l'article 2, §§ 1 et 2, de la CIM que lorsque «le chemin de fer» en cause est à la fois le gestionnaire de l'infrastructure et l'exploitant des services de transport ferroviaire.

3. A l'exception des articles 2 et 4, lettre c), de la CIM, on entend par «chemin de fer» l'exploitant des services de transport ferroviaire sur des lignes CIM. A l'article 4, lettre c) de la CIM, la notion de «chemins de fer à emprunter» comprend également les gestionnaires de l'infrastructure.

4. Les articles 18, 19, § 4, 20, § 3 et 25, § 3, de la CIM règlent la responsabilité de l'expéditeur uniquement entre les parties au contrat de transport.

5. Tant que dans un transport international ferroviaire un seul exploitant des services de transport ferroviaire intervient, les autorisations accordées par la CIM d'adopter des réglementations dérogatoires, soit dans les tarifs, soit conventionnellement, doivent être comprises en ce sens que cet exploitant des services de transport ferroviaire peut passer les accords contractuels correspondants, notamment dans le cadre des articles 27, 30 et 31 de la CIM.

6. Par «chemin de fer (réseau) immatriculateur» dans le RIP, on entend l'organisme qui a immatriculé, conformément aux dispositions en vigueur, des wagons destinés à être utilisés en trafic international.

7. Par «chemin de fer (réseau) qui procède à l'agrément» dans le RICO, on entend l'organisme qui a agréé, conformément aux dispositions en vigueur, des conteneurs destinés au trafic international.

8. Les présentes dispositions complémentaires sont mises en vigueur et publiées selon la forme prévue par les lois et règlements de chaque Etat membre. Les dispositions complémentaires et leur mise en vigueur sont communiquées à l'Office central qui en donne immédiatement connaissance à tous les autres Etats membres.

De vertaling in het Nederlands van de bijkomende bepalingen luiden als volgt:

Bijkomende bepalingen tot uitlegging van de Uniforme Regelen betreffende de overeenkomst van internationaal spoorwegvervoer van reizigers en bagage (CIV), Bijlage A bij het COTIF, in het geval van scheiding van het beheer van de spoorweginfrastructuur en de exploitatie van de vervoerdiensten van de spoorwegondernemingen

Overwegende dat het Verdrag betreffende het internationale spoorwegvervoer (COTIF) van 9 mei 1980 berust op de grondslag dat de spoorwegen zowel hun infrastructuur beheren als de spoorwegvervoerdiensten exploiteren, maar dat bepaalde staten deze beide activiteiten aan het scheiden zijn;

Overwegende dat de door het COTIF bereikte rechtseenheid zowel voor de gebruikers als voor de vervoerders een belangrijk element van rechtszekerheid vormt, dat het rechtstreekse internationale spoorwegvervoer in Europa en verder vergemakkelijkt;

Overwegende dat het dus wenselijk is dat het internationale spoorwegvervoer aan het COTIF onderworpen blijft;

Overwegende dat het COTIF niet veronderstelt dat meer dan één spoorwegonderneming als partij bij de overeenkomst met de klant een internationaal spoorwegvervoer verricht;

Ervan bewust nochtans dat in een dergelijk geval zekere bepalingen van de CIV zonder gevolg kunnen zijn, voor zover die ervan uitgaan dat meerdere spoorwegen achtereenvolgens als vervoerder deelnemen aan de uitvoering van een internationaal vervoer dat door één overeenkomst is geregeld;

Ervan bewust dat een herziening van het COTIF noodzakelijk en dringend is, maar dat die veel werk vereist, hebben de vertegenwoordigers van de Lidstaten van de OTIF, van 22 tot 26 november 1993 te Bern bijeen, krachtens artikel 7 van de CIV de volgende bijkomende bepalingen uitgewerkt en bevelen de Lidstaten aan deze op 1 januari 1995 in werking te doen treden:

1. Bij de inschrijving van spoorlijnen in de zin van artikel 2 § 1 van het COTIF volstaat het dat de beheerder van de infrastructuur op de lijst van CIV-lijnen is ingeschreven.

2. Er is slechts sprake van „exploitatie” in de zin van artikel 2, §§ 1 en 2 van de CIV als de betrokken „spoorweg” zowel de infrastructuur beheert als de spoorwegvervoerdiensten exploiteert.

3. Met uitzondering van artikel 2 van de CIV wordt onder „spoorweg” of onder „degene, die volgens de in de artikelen 3 en 10 van het Verdrag bedoelde lijst van lijnen de lijn exploiteert” (artikel 26 § 4 van de CIV), de exploitant van de spoorwegvervoerdiensten op CIV-lijnen verstaan.

4. Zolang bij een internationaal spoorwegvervoer slechts één exploitant van spoorwegvervoerdiensten optreedt, moeten de door de CIV toegestane machtigingen om, hetzij in de tarieven hetzij bij overeenkomst, afwijkende regelingen te treffen, verstaan worden in de zin dat deze exploitant van spoorwegvervoerdiensten de betreffende overeenkomsten kan afsluiten, in het bijzonder in het kader van de artikelen 5, § 3, 17, § 2, 19, § 4 en 25, § 2 van de CIV.

5. Deze bijkomende bepalingen treden in werking en worden bekendgemaakt in de vorm die door de wetten en reglementen van elke Lidstaat is voorgeschreven. De bijkomende bepalingen en hun inwerkingtreding worden medegedeeld aan het Centraal Bureau, dat al de andere Lidstaten er onverwijld van op de hoogte brengt.

Bijkomende bepalingen tot uitlegging van de Uniforme Regelen betreffende de overeenkomst van internationaal spoorwegvervoer van reizigers van goederen (CIM), Bijlage B bij het COTIF, in het geval van scheiding van het beheer van de spoorweginfrastructuur en de exploitatie van de vervoerdiensten van de spoorwegondernemingen

Overwegende dat het Verdrag betreffende het internationale spoorwegvervoer (COTIF) van 9 mei 1980 berust op de grondslag dat de spoorwegen zowel hun infrastructuur beheren als de spoorwegvervoerdiensten exploiteren, maar dat bepaalde staten deze beide activiteiten aan het scheiden zijn;

Overwegende dat de door het COTIF bereikte rechtseenheid zowel voor de gebruikers als voor de vervoerders een belangrijk element van rechtszekerheid vormt, dat het rechtstreekse internationale spoorwegvervoer in Europa en verder vergemakkelijkt;

Overwegende dat het dus wenselijk is dat het internationale spoorwegvervoer aan het COTIF onderworpen blijft;

Overwegende dat het COTIF niet veronderstelt dat meer dan één spoorwegonderneming als partij bij de overeenkomst met de klant een internationaal spoorwegvervoer verricht;

Ervan bewust nochtans dat in een dergelijk geval zekere bepalingen van de CIM zonder gevolg kunnen zijn, voor zover die ervan uitgaan dat meerdere spoorwegen achtereenvolgens als vervoerder deelnemen aan de uitvoering van een internationaal vervoer dat door één overeenkomst is geregeld;

Ervan bewust dat een herziening van het COTIF noodzakelijk en dringend is, maar dat die veel werk vereist, hebben de vertegenwoordigers van de Lidstaten van de OTIF, van 22 tot 26 november 1993 te Bern bijeen, krachtens artikel 9 van de CIM de volgende bijkomende bepalingen uitgewerkt en bevelen de Lidstaten aan deze op 1 januari 1995 in werking te doen treden:

1. Bij de inschrijving van spoorlijnen in de zin van artikel 2 § 1 van het COTIF volstaat het dat de beheerder van de infrastructuur op de lijst van CIM-lijnen is ingeschreven.

2. Er is slechts sprake van „exploitatie” in de zin van artikel 2, §§ 1 en 2 van de CIM als de betrokken „spoorweg” zowel de infrastructuur beheert als de spoorwegvervoerdiensten exploiteert.

3. Met uitzondering van de artikelen 2 en 4c) van de CIM wordt onder „spoorweg” de exploitant van de spoorwegvervoerdiensten op CIM-lijnen verstaan. In artikel 4 c) van de CIM omvat het begrip eveneens de beheerders van de infrastructuur.

4. De artikelen 18, 19, § 4, 20, § 3 en 25, § 3 van de CIM regelen de aansprakelijkheid van de afzender slechts tussen de partijen bij de vervoerovereenkomst.

5. Zolang bij een internationaal spoorwegvervoer slechts één exploitant van spoorwegvervoerdiensten optreedt, moeten de door de CIM toegestane machtigingen om, hetzij in de tarieven hetzij bij overeenkomst, afwijkende regelingen te treffen, verstaan worden in de zin dat deze exploitant van spoorwegvervoerdiensten de betreffende overeenkomsten kan afsluiten, in het bijzonder in het kader van de artikelen 27, 30 en 31 van de CIM.

6. Onder „immatriculerende spoorweg” in het RIP wordt de instelling verstaan die overeenkomstig de geldende bepalingen wagons heeft ingeschreven die bestemd zijn om in het internationaal verkeer te worden gebruikt.

7. Onder „spoorweg die tot de toelating overgaat” in het RICO wordt de instelling verstaan die overeenkomstig de geldende bepalingen containers heeft toegelaten die bestemd zijn om in het internationaal verkeer te worden gebruikt.

8. Deze bijkomende bepalingen treden in werking en worden bekendgemaakt in de vorm die door de wetten en reglementen van elke Lid-

staat is voorgeschreven. De bijkomende bepalingen en hun inwerking-treding worden medegedeeld aan het Centraal Bureau, dat al de andere Lidstaten er onverwijld van op de hoogte brengt.

De bijkomende bepalingen behoeven ingevolge artikel 91 van de Grondwet de goedkeuring van de Staten-Generaal, alvorens het Koninkrijk aan deze bepalingen kan worden gebonden.

Uitgegeven de *derde* augustus 1994.

De Minister van Buitenlandse Zaken a.i.,

R. F. M. LUBBERS